

Alterindicateurs

Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, suite... et fin ?

nous avons eu l'occasion à diverses reprises dans cette rubrique de commenter la sortie du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi¹ et son début de mise en œuvre au sein des organisations internationales et des instituts nationaux de statistiques du monde entier².

Publié un an après l'entrée « franche » dans la crise financière, économique et sociale mondiale, ce rapport semblait devoir marquer un tournant dans les politiques publiques, en soulignant la nécessité de mieux évaluer les résultats de celles-ci en matière de niveau et de qualité de vie, ainsi que dans le domaine environnemental.

Les organismes et instituts devaient fournir les moyens (notamment à travers des enquêtes, bases de données, publications, etc.) de cette nouvelle mesure du

FRÉDÉRIC LEBARON

bien-être, des flux et surtout des stocks de richesse matérielle, humaine et environnementale qui permettent de tenir un état plus précis de la « santé » (entendue dans le sens le plus large) des sociétés.

Le développement de la crise, en particulier en Europe, a marqué un coup d'arrêt brutal au renouvellement du débat public, déjà partiel et difficile, impulsé par le rapport : la préoccupation de la « soutenabilité » financière s'est très largement imposée dans l'espace public, sous la pression des « entrepreneurs de désendettement public », cela au détriment des nouveaux critères promus par le rapport³. Dans le même temps, les organisations concernées et les chercheurs ont toutefois continué à renouveler à la fois les mesures empiriques et le débat « expert », cela d'autant plus, en Europe notamment, que la crise a rendu plus vives les préoccupations relatives à la santé sociale des populations, soumises aux conséquences de politiques d'austérité souvent draconiennes. C'est particulièrement le cas depuis 2010 et surtout 2011, en Europe

1. Voir notamment, F.Lebaron, « Les indicateurs sociaux et le débat public après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. Chronique d'une occasion manquée », *Savoir/agir*, 21 : <http://www.u-picardie.fr/labo/curapp/IMG/pdf/SA21-Alterindicateurs.pdf>.

2. Pour l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/stiglitz/performance_eco.htm

Pour Eurostat : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-BU-10-002/EN/KS-BU-10-002-EN.PDF.

Pour l'OCDE : <http://www.oecd.org/fr/statistiques/initiativevivremieuxdelocdevotreindicateurdivivremieux.htm>. Pour le PNUD : <http://hdr.undp.org/en/statistics/>.

3. Cf. F.Lebaron, art. cit.

du Sud et de l'Est, mais aussi dans de nombreux autres pays du monde.

Le besoin de mesurer la « souffrance sociale » accrue liée aux politiques d'austérité s'est même manifesté de façon de plus en plus nette au fur et à mesure de leur mise en œuvre, comme le montre l'émergence d'un débat, surtout à propos des pays d'Europe du Sud⁴, au sujet de la surmortalité liée aux récessions et aux crises, notamment à travers deux phénomènes qui peuvent résulter de la dégradation de l'emploi et du niveau de vie : les suicides et la dégradation de l'accès aux soins médicaux (médicaments, hôpitaux, etc.). Typiquement, ce phénomène devrait appeler de nouvelles mesures précises de la situation par groupe social, sexe, classe de revenus, etc., et de son évolution rapide, comme y incite le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. Une dégradation accélérée de la santé sociale doit pouvoir être observée rapidement avec une certaine fiabilité. Nous sommes encore loin du compte et il faut donc multiplier les sources, cumuler les études et croiser les résultats pour parvenir à dégager des tendances relativement solides.

La crise économique et sociale impose, sur un plan plus théorique, de clarifier l'ensemble des « mécanismes sociaux » affectant la « qualité de vie » des populations dans un contexte de changements multiples et multidimensionnels, en combinant des indicateurs objectifs et subjectifs et des théories diverses⁵, ainsi que le suggère également le rapport.

En nous appuyant sur les analyses du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, nous dis-

cutons brièvement quelques-uns de ces « mécanismes » et les illustrons par les données les plus récentes facilement accessibles, dans les rapports et sur les sites des organisations statistiques ainsi que diverses bases de données, portant essentiellement sur l'UE et la France en particulier. Dans cette première partie, nous nous concentrons sur les indicateurs « socio-économiques » tels qu'ils sont conçus à la suite du rapport.

De la destruction de richesse à la destruction d'emploi

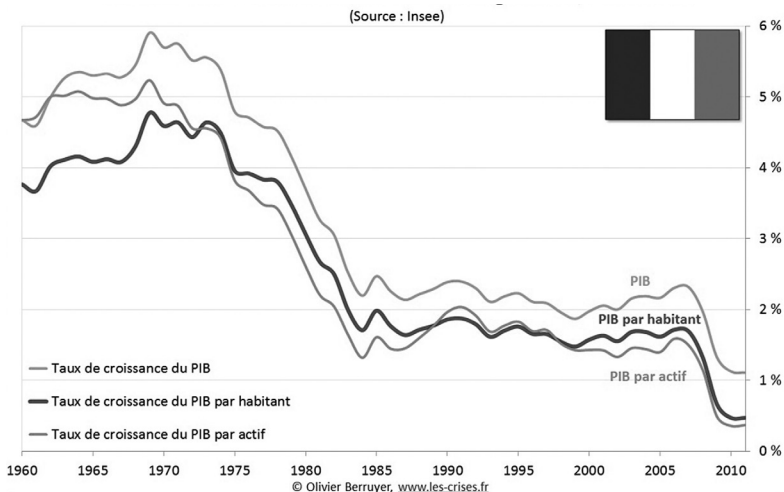
Si le rapport Stiglitz a été lu, en partie à juste titre, comme la manifestation d'une critique de l'indicateur-phare qu'est le PIB, en premier lieu au profit d'indicateurs centrés sur les revenus des ménages (notamment, le revenu disponible net des ménages), et plus encore sur les stocks de richesse, les dynamiques « baissières » ou « stagnantes » de la production globale (tous secteurs confondus) après 2008 continuent de « frapper » les esprits des commentateurs. Économistes en premier lieu, ceux-ci restent souvent très attachés à cet outil de mesure de la production rapidement accessible et permettant d'analyser les dynamiques de court, moyen et long terme⁶ (Cf. graphique 1). La dynamique de décélération de la production en France depuis les années 1980 s'est accentuée après 2005, jusqu'à une phase de stagnation dans le contexte des politiques d'austérité (-0,3% au quatrième trimestre 2012).

4. Voir notamment: [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(11\)61556-0/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(11)61556-0/fulltext) ; [http://www.lancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(11\)61079-9/fulltext](http://www.lancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(11)61079-9/fulltext) .

5. Voir notamment F.Lebaron, *Les indicateurs sociaux au vingt-et-unième siècle*, Paris, Dunod, 2011.

6. La macroéconomie débat des facteurs qui affectent les évolutions du PIB, en pointant, à travers le jeu du multiplicateur keynésien, le rôle des politiques d'austérité budgétaire.

Graphique 1
Evolution du PIB de la France sur 10 ans glissants, 1960-2011

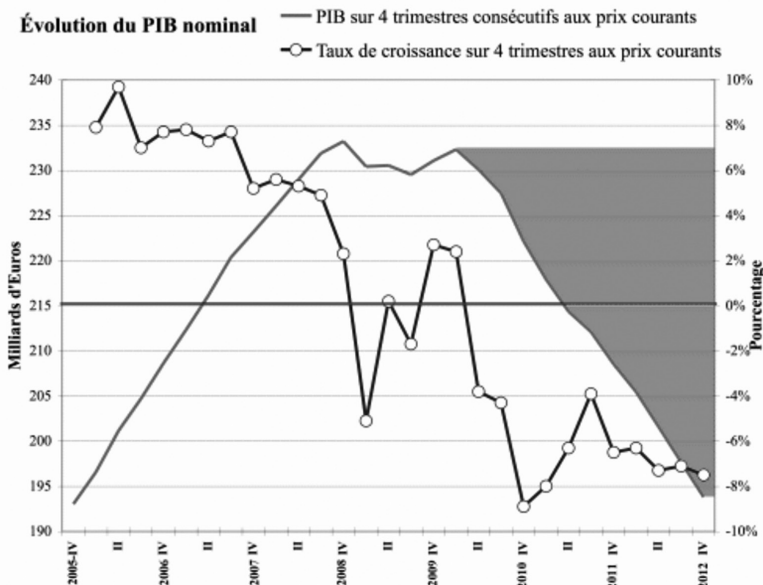


Encadré 1

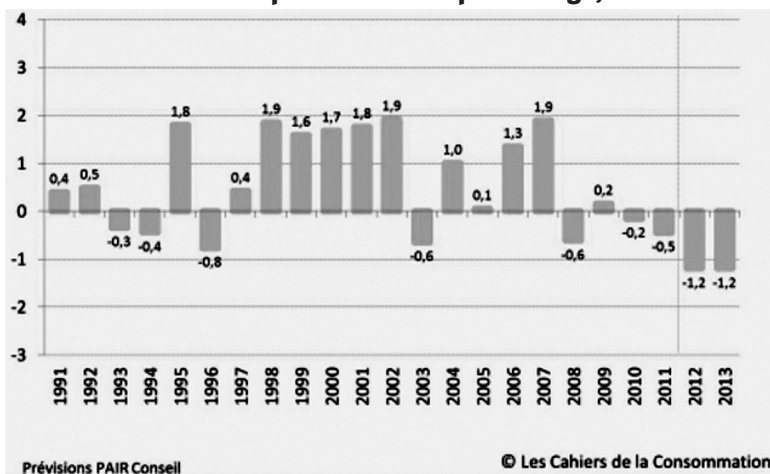
Le cas grec, paradigme de l'effondrement socio-économique

La chute de la production apparaît comme un phénomène central de la dynamique de crise, ainsi qu'on l'observe, de façon accentuée, dans le contexte grec (*Cf.* graphique 2 emprunté à Jacques Sapir, Source: HELSTAT, Quarterly National Accounts (Flash estimates), 14 février 2013, Le Pirée).

Graphique 2

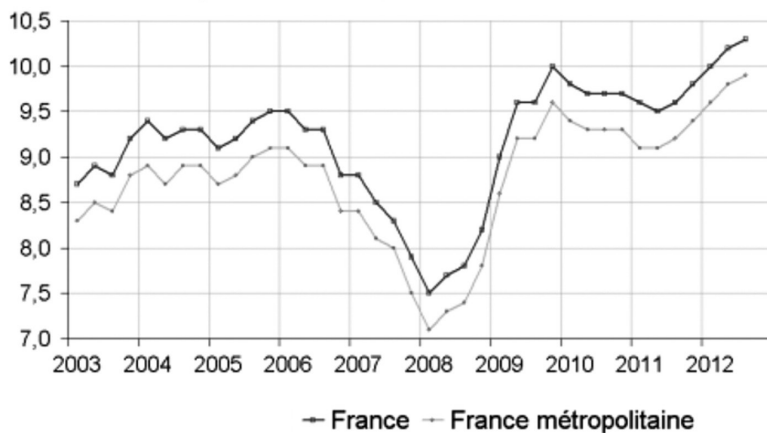


Graphique 3
Évolution du pouvoir d'achat par ménage, en %



Graphique 4
Évolution du taux de chômage en France (INSEE)

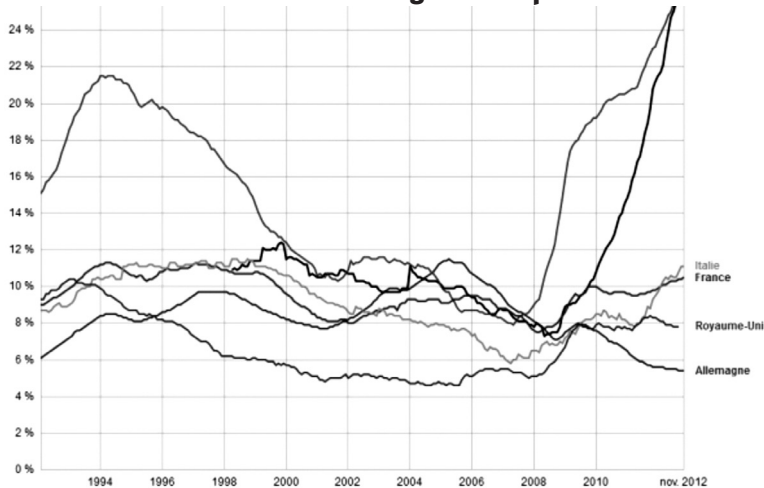
données cvs en moyenne trimestrielle, en %



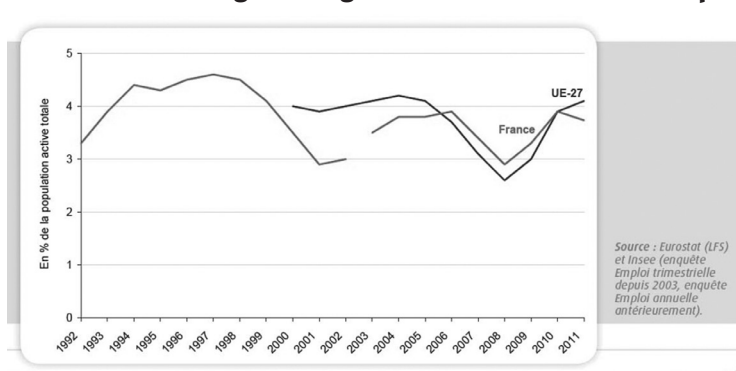
La stagnation ou la chute du PIB est d'autant plus « sensible » qu'elle n'est pas le résultat d'un choix collectif démocratique (qui viserait, par exemple, en vue de la transition écologique, une réduction du niveau de consommation énergétique décidée sur la base d'un vote). Elle

s'accompagne d'une baisse tendancielle des revenus des ménages, mesurable par une érosion du « pouvoir d'achat » par ménage depuis 2009 (selon les données reproduites par le CREDOC, Cf. graphique 3), en particulier celui des plus modestes, indicateur plus conforme aux

Graphique 5
Le taux de chômage en Europe



Graphique 6
Le taux de chômage de longue durée en France et en Europe



recommandations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi⁷.

L'un des facteurs évidents, même s'il n'est pas le seul, de ce développement inégalitaire de la distribution des richesses est la

7. On notera par exemple que, selon les données du site Perspective Monde de l'université de Sherbrooke, les dépenses de consommation finale des ménages français en \$ courants restaient en 2011 inférieures à ce qu'elles étaient en 2008. Voir : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=FRA&codeStat=NE.CON.PETC.CD&codeStat2=x>

montée du chômage, très forte en France et en Europe depuis 2009 et à nouveau depuis 2011 (graphiques 4 et 5). En particulier en ce qui concerne le chômage de longue durée (graphique 6). Celui-ci concerne très inégalement les différents groupes sociaux, mais aussi les sexes, groupes nationaux et classes d'âge⁸. La montée du chômage de longue durée conduit, par ailleurs, à une très forte

8. Voir le site www.inegalites.fr

Tableau 1

T403 : Emploi et part dans l'emploi selon la quotité de temps de travail, par sexe et âge regroupés, en moyenne annuelle				
Année	Temps complet		Temps partiel	
	Nombre d'emplois au sens du BIT (en milliers)	Part dans l'emploi au sens du BIT (en pourcentage)	Nombre d'emplois au sens du BIT (en milliers)	Part dans l'emploi au sens du BIT (en pourcentage)
2000	19 896	82,8	4 126	17,2
2001	20 312	83,3	4 074	16,7
2002	20 575	83,5	4 059	16,5
2003	20 522	83,2	4 145	16,8
2004	20 553	83,0	4 216	17,0
2005	20 649	82,8	4 296	17,2
2006	20 781	82,8	4 330	17,2
2007	21 118	82,7	4 428	17,3
2008	21 494	83,0	4 391	17,0
2009	21 182	82,6	4 458	17,4
2010	21 116	82,2	4 578	17,8
2011	21 161	82,1	4 617	17,9

Note : données de 1975 à 2011, corrigées pour les ruptures de série.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans et plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi (calculs Insee).

pression sur les systèmes d'indemnisation, relayée par certains acteurs publics comme la Cour des comptes en France⁹. La dynamique inégalitaire en matière d'emploi est particulièrement visible dans le cas du chômage, mesuré ici jusqu'en 2011 : ouvriers et cadres ne subissent pas le processus de dégradation de façon analogue. En 2012, la dégradation semble générale.

La « qualité de l'emploi » durablement menacée

L'« exemple » allemand, présenté comme modèle en Europe, illustre bien la dyna-

mique de dégradation multifactorielle affectant le marché du travail : même lorsque le taux de chômage officiel est bas et nourrit un discours triomphaliste des éditorialistes dominants, la réalité est souvent beaucoup moins tranchée, voire tout simplement opposée dès lors que l'on adopte une approche multivariée. L'Allemagne, devenue le « modèle » européen à la faveur de l'après-crise, a multiplié les emplois de très faible qualité, que ce soit en termes de salaires, de conditions d'emploi ou de travail¹⁰.

Le phénomène de dégradation touche de nombreux pays. La hausse du tra-

9. http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/01/22/la-cour-des-comptes-s-attaque-a-l-indemnisation-des-chomeurs_1820428_823448.html

10. Cf. l'ouvrage de Guillaume Duval : G. Duval, Made in Germany. *Le modèle allemand au-delà des mythes*, Paris, Seuil, 2013.

vail à temps partiel l'illustre à l'échelle européenne, comme à l'échelle française (tableau 1).

Le taux de travail à temps partiel a atteint 17,9% en 2011 en France, et affecte tout particulièrement les femmes. En ce sens, il constitue, parmi d'autres, un indicateur complémentaire au taux de chômage, dont l'utilisation est nécessaire pour ne pas se contenter d'une mesure superficielle et, parfois, politiquement manipulée.

L'ajustement inégalitaire au quotidien

La montée des inégalités de revenus en Europe depuis les années 1980 a été établie par divers travaux¹¹. On ne dispose pas, en revanche, de données très précises sur les évolutions plus récentes, depuis 2011, qui sont en cours d'analyse. Cette montée résulte du processus de financiarisation, qui a conduit à la hausse des

très hauts revenus, et de la dégradation du marché du travail évoquée plus haut. Ainsi, la chute de la production entraîne bien la montée du chômage et de la précarité de l'emploi, mais celles-ci affectent aussi les revenus et leur distribution, nourrissant en retour le processus de déclin productif, faute de débouchés. Car les revenus des plus riches sont avant tout placés sur les marchés financiers ou dans le secteur immobilier, contribuant au passage à la dégradation de l'accès des plus pauvres au logement et à la déstabilisation financière¹². Ceux-ci, à l'opposé, voient leur « taux d'effort » augmenter régulièrement¹³.

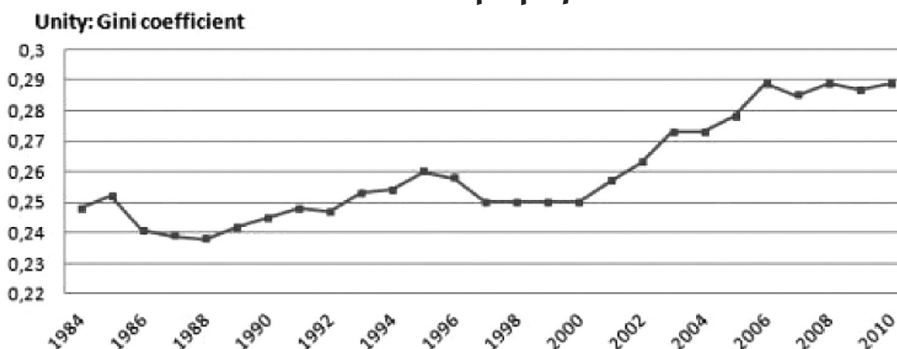
Derrière ces dynamiques, un ensemble d'inégalités matérielles se renforcent, se traduisant potentiellement par la dégradation de l'accès aux soins, au logement, à une nourriture équilibrée, à un environnement correct, aux loisirs, etc. Nous reviendrons, dans un autre article,

11. <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/5k9bdt47q5zt.pdf?expires=1362246263&id=id&acname=guest&checksum=1EAEC4CFB9D849F81AD06122D8AB04AA>

12. Voir les travaux de Joseph Stiglitz : J. Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les liens qui libèrent, 2012.

13. Sur ce point, on se référera aux nombreuses enquêtes du CREDOC, par exemple : <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>

Graphique 7



Source : SOEP/DIW

Source : <http://www.inequalitywatch.eu/spip.php?article114&lang=en>

Tableau 2
Inégalités de revenus en France

Evolution des niveaux de vie moyens annuels

Par tranche de 10 % pour une personne

Unité : euros

	2000 (en euros)	2010 (en euros)	Gain en euros	Gain en %
Niveau de vie moyen des 10 % les plus pauvres	7 540	7 940	400	5,3
Niveau de vie entre les 10 et 20 %	10 630	11 750	1 120	10,5
Niveau de vie entre les 20 et 30 %	12 690	14 100	1 410	11,1
Niveau de vie entre les 30 et 40 %	14 530	16 190	1 660	11,4
Niveau de vie entre les 40 et 50 %	16 340	18 230	1 890	11,6
Niveau de vie entre les 50 et 60 %	18 300	20 380	2 080	11,4
Niveau de vie entre les 60 et 70 %	20 640	22 920	2 280	11,0
Niveau de vie entre les 70 et 80 %	23 790	26 340	2 550	10,7
Niveau de vie entre le 80 et 90 %	28 940	31 860	2 920	10,1
Niveau de vie des 10 % les plus riches	47 240	56 190	8 950	18,9
Rapport entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres	6,3	7,1		
Ecart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres (en euros)	39 700	48 250		

Après impôts et prestations sociales. Les séries ont été reconstituées pour éviter les ruptures de série qui existent en 2002 et 2005. Un décile est une tranche de 10 % de la population

Source : calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee.

sur la mesure et les conséquences de ces diverses tendances en ce qui concerne la vie quotidienne (logement, transport...), l'intégration sociale, la santé, l'éducation, l'environnement, la sécurité, la participation civique ou encore la perception subjective, autant de thèmes listés par le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et qui sont des composantes fondamentales de la qualité de vie.

Les tendances les plus récentes, selon les données disponibles, semblent donc, pour conclure, avoir accentué et non corrigé des mécanismes déjà visibles

durant la période d'euphorie financière (2003-2007) : la hausse du chômage et de la précarité de l'emploi, accompagnée par celle des inégalités de revenus et de patrimoines, tend à favoriser une dégradation accélérée des conditions de vie des classes populaires. La baisse des dépenses publiques, en contribuant à réduire l'activité (par le jeu du multiplicateur keynésien) rend aussi de moins en moins efficaces les processus « correcteurs » ou « compensateurs » liés à l'action publique et accroît le sentiment d'abandon. ■